

## Bureau du 17 juillet 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept juillet à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente  
MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président  
CHESSEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président  
BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente  
DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente  
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC  
DENNE Jean-Claude

### Absents/excusés :

THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président  
LEI Josiane, Présidente CCPEVA  
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération  
COLOMER Gérard

Secrétaire de séance : Yannick TRABICHET

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 10 juillet 2024

### Point n°1 – Approbation de la Charte Forestière de Thonon Agglomération en ce qui concerne le SIAC

Monsieur Pascal CHESSEL, Vice-Président du SIAC, rapporteur, rappelle aux membres du Bureau que le service « Protection et gestion du milieu naturel » de Thonon Agglomération a consacré l'année 2023 à l'élaboration de sa charte forestière. Ce type de charte n'a pas de valeur réglementaire mais matérialise la réflexion des acteurs d'un territoire pour respectivement résoudre et valoriser les problématiques et atouts forestiers qu'ils rencontrent.

Ce travail est d'autant plus important et précieux au regard des caractéristiques de son territoire et du rôle important que la forêt a à jouer face aux évolutions climatiques, qu'il s'agisse d'entretenir et d'améliorer les puits de carbone, ou encore de faciliter l'émergence d'une réelle filière de biomasse locale, sans oublier son rôle de reconnexion à la nature pour des habitants de plus en plus « urbains ».

En 2023, le projet de charte forestière (CFT) de Thonon Agglomération a fait l'objet de deux présentations en conseil intermunicipal, et de la validation de son programme d'actions par le comité de suivi de la charte forestière le 28 novembre et présentation du montant global du programme en bureau communautaire le 5 décembre. Il est prévu que ce document soit signé par le Président de Thonon Agglomération, mais également par les autres maîtres d'ouvrages, ainsi que différents acteurs de la forêt et les communes.

Le SIAC est cité à plusieurs reprises comme maître d'ouvrage potentiel :

- Pour la Bourse foncière forestière (page n°62)
- Pour le regroupement foncier avec Thonon Agglomération (page 63)
- Pour la veille et la communication sur les aides possibles avec COFOR et Thonon Agglomération (page n°82)
- Pour SYLV'ACCTES (page 85)

- Pour le maintien des espaces naturels ouverts (réouverture coteau avec Thonon Agglomération et les propriétaires (page 88).

L'objet de cette délibération est d'autoriser Mme la Présidente à signer cette charte forestière en ce qui peut concerner les actions à mener par le SIAC.

**Délibération :**

VU la Loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'Orientation Forestière (LOF), qui accorde une part importante au développement d'une politique de gestion durable et multifonctionnelle de la forêt,

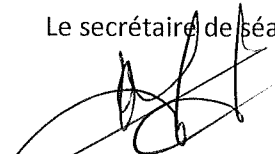
VU la validation du programme d'actions de la charte forestière de Thonon Agglomération par le comité de suivi de la charte forestière le 28 novembre 2023,

VU le document de charte forestière présenté en séance.

**Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :**

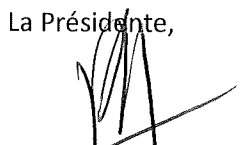
- **VALIDE** ce partenariat qui peut se traduire plus précisément par les 5 mentions du SIAC en tant que maître d'ouvrage potentiel au sein de la charte forestière ci-annexée,
- **AUTORISE** la Présidente à signer la charte forestière de Thonon Agglomération.

Le secrétaire de séance,

  
Yannick TRABICHET



La Présidente,

  
Géraldine PFLIEGER

**Acte certifié exécutoire après télétransmission le    /    /2024 et affichage le    /    /2024**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*